
Résumé

Une abondante littérature explore les mécanismes par lesquels la concurrence sur les marchés de produits influence l'innovation et la productivité des entreprises. Cette littérature met souvent en évidence des effets négatifs. Toutefois, les réglementations anticoncurrentielles devraient aussi avoir un impact sur l'emploi, via leurs effets sur l'innovation et la productivité. Pourtant, peu d'études ont examiné cette relation.

Cette thèse apporte de nouvelles contributions à cette analyse, en comblant deux lacunes majeures dans la littérature : d'abord, étant donné la mobilité des travailleurs entre secteurs, les taux d'emploi, de chômage et de participation doivent être calculés à l'échelle des marchés du travail locaux, contrairement à ce qui a été fait auparavant. Ensuite, peu d'études ont exploré les effets des réglementations anticoncurrentielles en distinguant les différents types de travailleurs.

Le chapitre 1 étudie cette relation entre les réglementations anticoncurrentielles du marché des produits et la probabilité d'emploi des individus grâce à l'enquête sur les forces de travail d'Eurostat (EU-LFS) et les bases de données PMR de l'OCDE, constituant ainsi un échantillon de 37 663 754 observations, couvrant 191 régions dans 19 pays européens entre 1998 et 2017. Afin de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents et d'affiner les recommandations politiques, les chapitres 2, 3 et 4 ont intégré la dimension « innovation/performance des entreprises ». Pour ce faire, il était nécessaire, dans un premier temps, de saisir les rouages du processus d'innovation des entreprises, ce à quoi s'attache le chapitre 2 de cette thèse. Ce dernier se concentre exclusivement sur le processus d'innovation, avec pour objectif de vérifier si les hypothèses liées à ce processus sont corroborées par nos ensembles de données (neuf pays européens de l'Enquête Communautaire sur l'Innovation (CIS) entre 1998 et 2016, soit un total de 509 033 entreprises).

Les chapitres 3 et 4 se concentrent sur les réglementations du secteur des réseaux, car les cinq pays de notre échantillon (République Tchèque, Hongrie, Espagne, Portugal, Slovaquie) ont mené d'importantes réformes dans ce domaine, et ces données sont disponibles annuellement. Le chapitre 3 examine la relation entre ces réglementations et la performance des entreprises réglementées ou non. En effet, le manque de concurrence dans les secteurs réglementés, lesquels sont d'importants producteurs de biens intermédiaires, peut affecter les incitations dans les secteurs utilisateurs de ces biens. Enfin, le chapitre 4 propose une analyse empirique du rôle de la performance des entreprises dans l'influence des réglementations anticoncurrentielles du secteur des réseaux sur la probabilité d'emploi des individus. Les échantillons utilisés couvrent la période de 1998 à 2016 pour 330 604 entreprises dans le chapitre 3, et 8 594 055 individus dans le chapitre 4.

Les résultats sur la réglementation des réseaux des chapitres 1 et 4 sont particulièrement cohérents et mettent en avant, d'une part, un effet négatif de ces réglementations anticoncurrentielles sur l'emploi, et d'autre part, montrent que cet effet négatif passe principalement par le canal de la performance des entreprises, qu'elles soient réglementées ou non.

Les effets négatifs des réglementations varient selon le type de secteurs réglementés et le type de travailleurs. Pour le secteur des réseaux, les effets négatifs sur l'emploi sont particulièrement marqués pour les populations les plus vulnérables, à savoir les jeunes, les plus âgés et les individus les moins qualifiés. À l'inverse, les réglementations du secteur des services professionnels semblent avoir un effet positif sur l'emploi des jeunes, tandis que celles du commerce de détail ne présentent pas d'impact statistiquement significatif.